



COMMUNIQUE DE RESISTANCE SOCIALE

Non Monsieur Macron, la crise sanitaire ce n'est pas aux salariés de la payer !!!

La crise sanitaire n'est pas encore terminée que déjà les incorrigibles libéraux péorent à gorge déployée sur la manière dont il faudrait effacer l'ardoise financière née des mesures adoptées pour faire face aux conséquences de la pandémie.

Loin du monde nouveau et des « jours heureux » que nous annonçait le président Macron il y a un an ce sont toujours les mêmes recettes qu'on nous sert : toujours moins pour les salariés, toujours plus pour les actionnaires !

Cela, alors même que les plus riches se sont considérablement enrichis du fait de la crise. Le nombre de millionnaires n'a jamais été aussi important en France et les actionnaires des grands groupes ont continué à empocher de confortables dividendes.

Pénurie de masques, pénurie de lits à l'hôpital, pénurie de tests, pénurie de vaccins, au nom de quoi les salariés devraient-ils être les seuls à subir les conséquences de l'imprévoyance de nos gouvernants ?

Cela alors qu'une crise sociale d'ampleur risque de succéder à la crise sanitaire.

En effet, si le nombre de faillites d'entreprises n'a pas connu en 2020 l'explosion que l'on pouvait redouter, les réductions de postes, les licenciements se multiplient, y compris dans les secteurs non impactés par la pandémie, ou aidés sur fonds publics. Il ne fait guère de doute que cette explosion se produira dans les prochains mois avec ses cortèges de licenciés venant grossir les rangs déjà fournis des victimes de la mondialisation : 10 millions de nos compatriotes sont sous le seuil de pauvreté !

Règle d'or budgétaire, limitation drastique des dépenses publiques, nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés, attaques sans précédent sur la sécurité sociale, tout est bon pour tenter d'imposer au peuple le nouvel ordre libéral sous prétexte de la crise sanitaire.

Pourtant il n'y a pas de fatalité à ce que ce soit toujours les mêmes qui payent.

Au moment où l'on célèbre les 150 ans de la Commune souvenons-nous que des femmes et des hommes se sont battus pour que le mot égalité, principe républicain qui figure aux frontons de nos mairies, reçoive une déclinaison concrète.

Aujourd'hui comme hier nous devons dire non à l'asservissement du plus grand nombre au profit de quelques privilégiés.

Résistance Sociale se battra aux côtés des salariés et de leurs organisations représentatives pour imposer une autre logique économique et sociale.